

Prévention

Les principaux acteurs en Bourgogne	72
Les actions menées	76
Ressources documentaires, guides et outils d'intervention	80

La prévention tient une grande place dans la lutte contre les addictions. Les orientations des plans gouvernementaux tendent à diriger les actions en direction des jeunes pour empêcher ou retarder l'expérimentation des différents produits, mais également en direction des milieux sportifs et du travail. Les associations sont le plus souvent à l'initiative d'actions de prévention, devant les services de l'État.

Les principaux financeurs d'actions de prévention des addictions sont l'État, les ARS et la Caisse nationale d'assurance maladie, puis les collectivités territoriales, en particulier les conseils généraux et les communes.

La Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives (MILDECA) coordonne la politique de prévention des usages de drogues licites ou illicites, en lien avec les ministères, au regard des orientations définies par les plans gouvernementaux.

Certains acteurs interviennent sur l'ensemble du territoire national sans centrer leurs actions sur un produit spécifique. C'est en particulier le cas des Points Accueil Écoute Jeunes et des points écoute Parents qui constituent un ensemble de lieux d'accueil, d'écoute et de parole.

L'Éducation nationale est aussi un acteur de prévention important. Elle a créé en 1990 les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) qui ont pour mission de coordonner les actions de prévention et d'éducation pour la vie en collectivité. La prévention des addictions est un thème très fréquemment travaillé.

La mise en œuvre d'actions de prévention est également assurée par l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé (Inpes). Au niveau local, les Instances Régionales d'Éducation et de Promotion de la Santé et leurs antennes (Ireps) relaient les programmes nationaux et régionaux.

Les professionnels de santé libéraux ou les pharmaciens, qui interviennent de façon plus

individuelle, jouent également un rôle de prévention.

La loi Evin sur la lutte contre le tabagisme, et le décret du 15 novembre 2006 qui renforce l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, place la prévention et l'éducation pour la santé au centre des politiques de santé publique. La lutte contre le tabagisme relève de la direction générale de la santé. Le tabagisme est pris en compte par la MILDECA depuis 1999, dans le Plan cancer 2009-2013 puis 2014-2017, dans le plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA 2008-2011), ainsi que dans les projets régionaux de santé. Les objectifs de ces politiques sont de retarder l'initiation au tabagisme, d'aider les fumeurs à s'arrêter, et de diminuer les ventes par l'augmentation des prix. La prévention du tabagisme a été renforcée sous l'influence de l'Office français de prévention du tabagisme, de l'Inpes, des Ireps ainsi que des Centres d'information régionaux sur les drogues et les dépendances (Cirdd) relevant de la MILDECA.

Le Conseil de modération et de prévention (décret du 14 février 2006) conseille les pouvoirs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de prévention spécifiques à l'alcool. Les comités départementaux de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA) ont d'une part des missions de prévention contre l'alcool, le tabac, les drogues illicites, les médicaments psychotropes, les pratiques de jeu excessif et autres addictions sans produit. Ils ont également des missions de suivi médico-psycho-social assurées par les Centres de Soins

d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) et les Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction de risques pour Usagers de Drogues (CAARUD).

Des associations nationales d'entraide agissent en matière de prévention de l'alcoolisme au niveau local notamment les Alcooliques Anonymes, Vie Libre, Alcool Assistance, Amitié La Poste - France Télécom ...

A côté de leur rôle répressif, qui reste leur principale mission en matière de lutte contre la toxicomanie, la police, la gendarmerie et les douanes apportent également une contribution à la prévention par le biais du réseau des policiers

et gendarmes formateurs/relais anti-drogues. La police nationale et la gendarmerie nationale réalisent de très nombreuses actions de prévention en direction de la jeunesse dans les établissements scolaires et universitaires, mais également en direction des adultes, dans le milieu professionnel. Plus de 1 000 policiers et gendarmes spécialement formés s'investissent dans ce type d'actions.

La prévention concernant l'usage de produits stimulants dans le cadre d'activités sportives est assurée par l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), chargée de définir et mettre en œuvre les actions appropriées.

Les principaux acteurs en Bourgogne

Dans le domaine de la prévention, il existe dans chaque département des projets développés autour de services et structures "phares" : l'ANPAA, les structures composant la Fédération addiction, les Caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), la Mutualité française Bourgogne, l'Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la Santé (Ireps) et ses antennes départementales...

D'autres structures peuvent être porteuses d'actions de prévention dans la région : Tab'Agir, Mouvement Vie Libre, Alcool assistance la Croix d'Or, Dépendance 21, le SDIT, la Société d'Entraide et d'Action Psychologique (SEDAP), les centres hospitaliers mais aussi les communautés de communes, les mairies, les centres sociaux, les missions locales, les maisons des jeunes et de la culture...

La Bourgogne compte près d'une trentaine de Points Information Jeunesse (PIJ) auprès desquels les jeunes et leur famille peuvent consulter de la documentation sur différentes thématiques dont la santé et les addictions. Les Maisons des Adolescents (Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Yonne) ont pour mission d'accueillir et d'écouter des adolescents en difficulté, en privilégiant une porte d'entrée éducative, médicale, sociale, culturelle, juridique... Leurs objectifs étant de favoriser l'accès à toute prise en charge nécessaire et non de se substituer à l'existant.

La Fédération addiction a pour but de constituer un réseau au service des professionnels accompagnant les usagers dans une approche médico psycho sociale et transdisciplinaire des addictions. Elle est organisée en unions régionales, avec des Délégués Régionaux, élus par les adhérents de la région pour une période de trois ans.

72

- **Structures spécialisées / prévention toutes substances**

L'ANPAA propose une démarche globale permettant de coordonner la prévention avec le soin et l'intervention sociale. En 2012, près de 15 900 ont bénéficié d'actions de prévention de l'ANPAA visant le grand public. Elle intervient également plus particulièrement auprès des jeunes (13 000 dans le cadre scolaire et 1 600 hors scolaire), dans les entreprises (1 300 personnes) ou auprès de public précaire (700 personnes). L'association organise des formations, des stages, des consultations jeunes consommateurs (CJC) et gère des CSAPA. (Source : Rapport d'activité 2012, ANPAA Bourgogne).

La SEDAP (Côte-d'Or) a parmi ses missions la prévention, la formation et la réduction des risques. En 2012, plus de 2 750 personnes ont bénéficié d'actions de prévention (dont 1 830 élèves/étudiants...) et plus de 200 ont participé aux sessions de formation (dont 77 professionnels du secteur médical). L'association organise des stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants (10 en 2012 auxquels ont participé 80 personnes) (Source : Bilan d'activité 2012, Sedap).

Le SDIT (Saône-et-Loire) organise ses actions de prévention en milieu scolaire, dans les milieux socio-éducatifs, les structures culturelles et de loisirs ou sur d'autres terrains (près de 900 jeunes et près de 1500 professionnels/adultes bénéficiaires en 2012).

Ses modalités d'intervention sont les suivantes :

- Interventions auprès des élèves et des jeunes, avec une approche d'éducation à la santé et à la citoyenneté,

- Méthodologies basées sur le développement des compétences psycho sociales et le travail sur l'estime de soi,
- Sensibilisation des professionnels aux comportements d'usages et d'abus de substances psycho-actives, à la prévention, au Repérage Précoce et Intervention Brève (RPIB) et à la prise en charge,
- Soutien technique aux professionnels pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de prévention à destination des jeunes et de l'entourage,
- Formation des professionnels aux questions de conduites addictives : usages de produits, épidémiologie, dispositif de soin, de prévention et de réduction des risques,
- Mise en place, à la demande, de permanences de proximité Cann'Agir dans les établissements et structures demandeurs et partenaires.

(Source : Rapport d'activité 2012, SDIT).

L'association **Dépendances 21** accueille les personnes souffrant d'addictions (alcool, drogues, tabac, médicaments, jeux) et les oriente vers des services adaptés. Elle tient une permanence téléphonique tous les jours et toute l'année, anime des groupes d'entraide et des rendez-vous personnalisés. Elle accueille également les familles des malades, que l'association intègre à ses groupes d'entraide. De plus, l'association intervient au sein des établissements scolaires, afin de faire de la prévention, de l'information et de la sensibilisation. Elle intervient également dans les entreprises. L'association organise des conférences-débat et tient des permanences au sein de différents établissements de l'agglomération dijonnaise.

L'association dépendances 21 loisirs a été créée dans le but de redonner confiance aux malades et à leurs familles afin de les amener à communiquer ensemble lors des différents loisirs.

L'association **Amitié – La Poste – France Télécom** accueille le personnel de la Poste et d'Orange en difficulté avec les addictions.

73

- **Tabac**

Les **comités départementaux contre les maladies respiratoires (CDMR)** mènent des actions de prévention et d'information auprès du grand public. Deux catégories d'actions ont été progressivement développées pour réduire la consommation de tabac dans la population : éviter de commencer de fumer et aider à arrêter de fumer.

Le réseau prévention tabac de Côte-d'Or, porté par le CDMR, a pour missions de proposer et mettre en œuvre une politique de prévention et d'aide au sevrage tabagique et de recenser et optimiser les ressources et les contributions de chacun des partenaires. Le réseau dispense des formations aux professionnels de santé, aux élèves infirmiers et sages-femmes ainsi qu'à des membres d'établissements d'enseignement.

- **Alcool**

L'association **La Santé de la Famille**, à Dijon, a pour objectifs l'aide et l'accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool et autres substances psychotropes toxiques associées, la prévention et les soins. Elle participe à la prévention du risque alcool et autres produits psychotropes toxiques, en entreprise comme dans d'autres contextes (milieu scolaire, associatif, forums, foires-expositions, manifestations sportives, etc.), à la demande des responsables concernés. <http://www.lasantedelafamille.fr/>

Le **RPIB** (repérage précoce et intervention brève en alcoologie) est une stratégie de réduction des risques sanitaires liés à l'usage excessif d'alcool, validée par l'organisation mondiale de la santé (OMS).

Le repérage des personnes concernées se fait grâce à des questionnaires rapides. L'intervention brève s'adresse aux buveurs excessifs et vise en priorité une réduction de leur consommation au-dessous de ces niveaux. Elle se caractérise par une absence de jugement de la part du praticien, et le respect de la responsabilité du patient vis-à-vis de son comportement.

La Bourgogne a participé à la stratégie nationale de développement du RPIB entre 2008 et 2010. Une thèse sur l'appropriation de l'outil évalue l'impact des formations sur le RPIB auxquelles ont participé 112 médecins entre 2009 et 2010. Les résultats de cette enquête montrent que les médecins formés sont plus à l'aise pour aborder le sujet de l'alcool avec leur patient, ce qui constitue le premier point essentiel de la prise en charge des patients. Tous les médecins ayant répondu font un dépistage des buveurs excessifs, plus souvent de manière opportuniste. L'utilisation du questionnaire [FACE] reste minoritaire mais est en nette augmentation depuis quelques années. La délivrance d'une intervention brève est pratiquée de manière systématique par un médecin sur deux.

SALA ROCHE E, Université de Bourgogne. Dijon. FRA / com. Appropriation de l'outil repérage précoce et intervention brève en alcoologie : impact de la formation des médecins généralistes en Bourgogne. 2011.

- **Produits illicites**

L'association **AIDES** (délégations dans la Nièvre et la Saône-et-Loire) lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales. Elle distribue du matériel d'injection stérile aux usagers de drogues. De plus, l'accompagnement et l'éducation aux risques liés à l'injection (AERLI), mise en place à Nevers, a pour objectif principal d'apprendre aux personnes à s'injecter de façon plus sûre, à mieux gérer les risques associés à cette pratique. Avec AERLI, les personnes bénéficient de séances pédagogiques animées par des acteurs associatifs formés, dont un entretien individuel et un dialogue autour de leurs pratiques.

- **Un réseau régional d'aide à l'arrêt du tabac : Tab'agir**

L'association Tab'Agir a pour but de proposer et de mettre en œuvre une politique de prévention dans le département de l'Yonne et d'aide à l'arrêt du tabac sur les quatre départements

L'objectif principal du réseau est de mettre en place une politique d'aide à l'arrêt du tabac sur l'ensemble de la région fondée principalement sur des consultations pluriprofessionnelles d'aide au sevrage réduisant les risques de rechute. Le réseau travaille également en lien avec les établissements hospitaliers et les maisons de santé pluridisciplinaires (MSP). Il développe différentes actions de prévention auprès des collégiens, dans des entreprises et auprès du grand public uniquement dans le département de l'Yonne et dispense des formations. <http://www.tabagir.fr/>

Professionnels adhérents au réseau Tab'Agir en juillet 2013



Source : Tab'Agir, exploitation ORS

75

En 2012, la file active est passée de 294 patients suivis en 2011 à 422 en 2012 et les consultations de 694 à 1005.

En 2012, Tab'agir a conduit différentes actions de prévention. Comme chaque année depuis 2001, un concours a été organisé pour les collèges, les IME¹ et les SESSAD² de l'Yonne ; 9 établissements s'y sont inscrits. L'impact direct de cette action a porté sur 243 personnes (élèves et enseignants) et indirectement sur l'ensemble des établissements (évalué à 3500 personnes). Tab'agir a mis en place un partenariat avec la CPAM de l'Yonne et la Mutualité Française Bourgogne afin de coordonner les demandes d'interventions des différents établissements scolaires. En 2012, 1 653 élèves de 6^e et 5^e de 11 collèges de l'Yonne ont bénéficié d'une intervention. D'autres actions s'ajoutent aux précédentes, la prévention par les pairs, l'installation de stands dans des établissements scolaires, des centres commerciaux... Le réseau a aussi édité une nouvelle plaquette d'information « Femmes et Tabac ».

Tab'agir diffuse 2 fois par an, une lettre électronique « Tab'agir Infos » qui aborde les actions du réseau et l'actualité tabacologique. (Source : Rapport d'activité 2012, Tab'agir)

¹ Instituts Médico-Educatifs

² Service d'Éducation Spéciale et de Soins A Domicile

Actions mises en place en milieu scolaire

Le Comité d'Éducation à la Santé et à la Citoyenneté (CESC) s'inscrit dans le pilotage de chaque établissement scolaire du second degré. Il a pour missions de contribuer à l'éducation à la citoyenneté, de préparer le plan de prévention de la violence et de participer à l'élaboration du diagnostic de sécurité, de proposer des actions pour aider les parents en difficultés et lutter contre l'exclusion et de définir un programme d'éducation à la santé et à la sexualité et de prévention des conduites addictives.

Pour l'année scolaire 2011/2012, 167 établissements publics en Bourgogne sur 222 (soit 75 %³ d'entre eux; 120 collèges, 45 lycées et 2 EREA) ont adressé un bilan d'activité de leur CESC. Sur cette dernière année, la Côte-d'Or affiche un taux⁴ de 100 %, la Nièvre de 78 %, la Saône-et-Loire de 72 % et l'Yonne de 39 %.

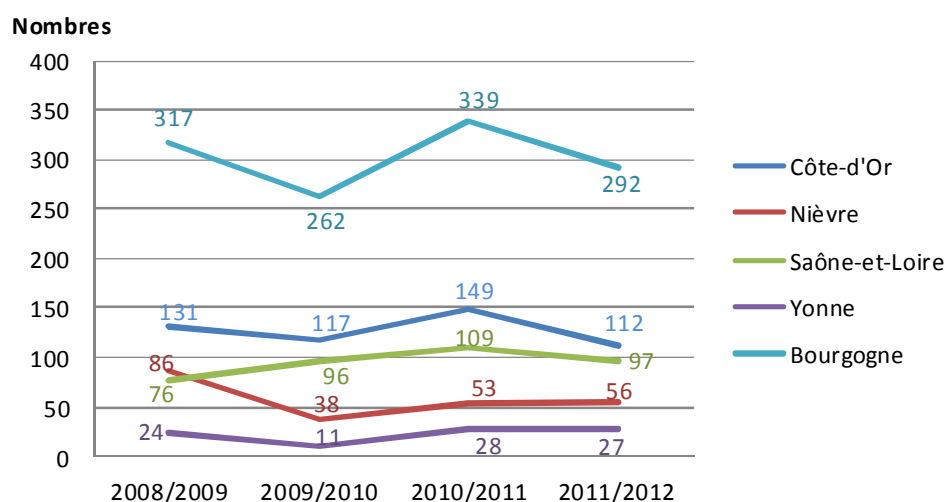
L'addiction est le premier thème abordé devant la sexualité et la sécurité routière.

D'après les bilans CESC 2011/2012, 291 actions ont été mises en place sur la thématique des addictions (118 sur les addictions de manière générale, 61 sur le tabac, 52 pour les addictions sans substances, 43 sur l'alcool et 17 pour les produits illicites). Chaque établissement peut conduire une ou plusieurs actions sur ce thème dans l'année. Au total, des actions sur les addictions ont été conduites dans 144 établissements (54 en Côte-d'Or, 28 dans la Nièvre, 49 en Saône-et-Loire et 13 dans l'Yonne). Des actions concernant l'ensemble des addictions ont été mises en place dans une centaine d'établissement, 57 ont mis en place des actions sur le tabac, 46 sur les addictions sans substance et 38 sur l'alcool.

76

On observe une nette augmentation des actions concernant les addictions sans substances tandis que les actions concernant le tabac, l'alcool et les produits illicites ont tendance à diminuer.

Actions de prévention des addictions portées par les CESC entre 2008/2009 et 2011/2012

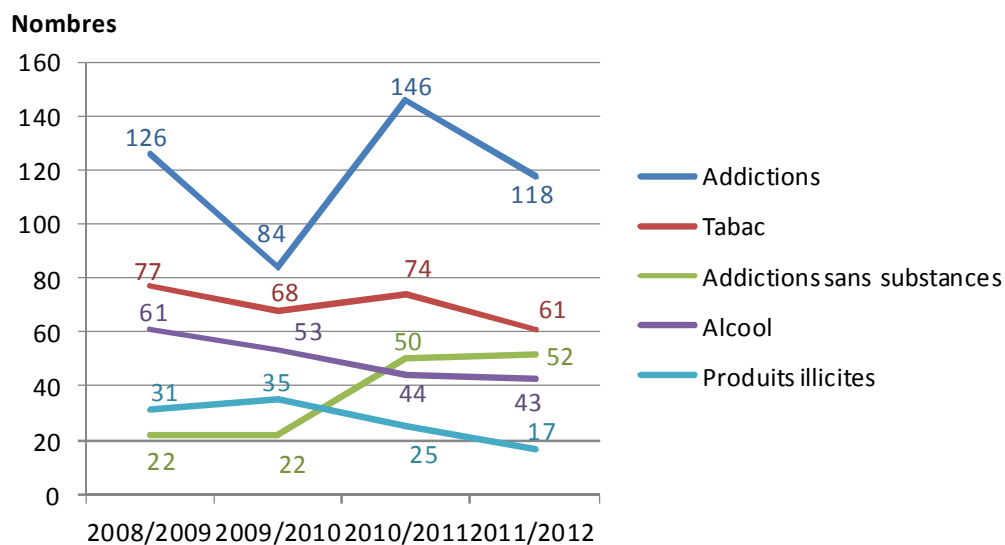


Source : Académie de Dijon. Exploitation IREPS Bourgogne, ORS Bourgogne

³ Durant les 4 dernières années scolaires, ce taux de retour régional varie entre 71 % et 76 %.

⁴ Taux d'exhaustivité sur les 4 dernières années : 94 à 100 % pour la Côte-d'Or ; 49 à 95 % pour la Nièvre ; 71 à 80 % pour la Saône-et-Loire et 23 à 39 % pour l'Yonne.

Actions sur les addictions (développés par produit ou thème) portées par les CESC entre 2008/2009 et 2011/2012



Source : Académie de Dijon. Exploitation IREPS Bourgogne, ORS Bourgogne

Au total, près de 33 000 élèves ont bénéficié de ces actions en 2011/2012 (14 733 addictions, 6 639 addictions sans substances, 6 196 tabac, 3 448 alcool et 1 702 produits illicites). Ce nombre d'élèves est en augmentation par rapport à l'année précédente. En Côte-d'Or, 39 % des élèves ont bénéficié d'une intervention concernant les addictions, 35 % dans la Nièvre, 31 % en Saône-et-Loire et 12 % dans l'Yonne.

77

De plus, 769 adultes ont bénéficié d'actions sur les addictions (336 en Saône-et-Loire, 273 en Côte-d'Or, 135 dans la Nièvre et 25 dans l'Yonne) en 2011/2012.

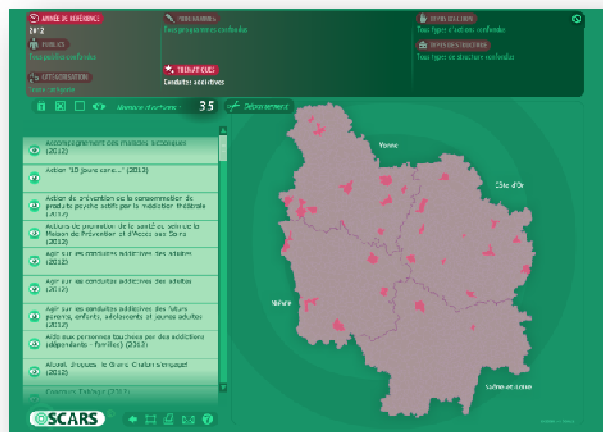
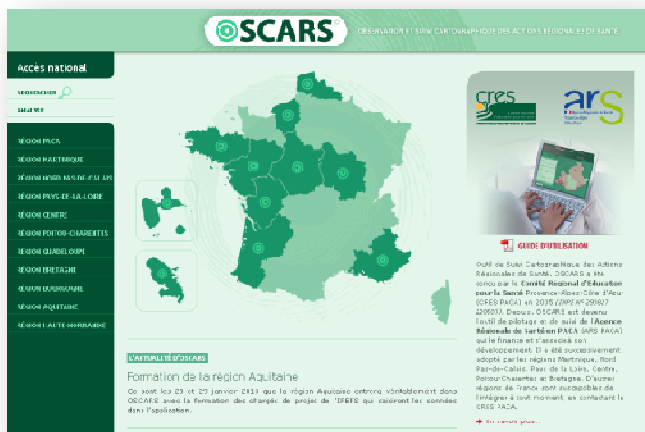
Actions sur le thème des addictions sur l'année scolaire 2012/2013 (demandes de financement ARS exclusivement)



Source : ARS Bourgogne 2012, exploitation ORS

Actions financées par l'ARS

Outil de Suivi Cartographique des Actions Régionales de Santé, OSCARS est un outil de pilotage et de suivi des ARS. Cette base de données permet d'identifier les actions de prévention/promotion de la santé soutenues financièrement par l'ARS. L'outil a été successivement adopté par différentes régions dont la Bourgogne depuis 2012. L'ORS de Bourgogne est chargé d'enregistrer et mettre en ligne ces données. L'outil permet d'effectuer des recherches simples ou avancées, cartographiques, par année, par thème, selon différents critères. Les actions y sont classées avec l'outil catégorisation des résultats développé par Promotion santé suisse.



78

➔ Pour en savoir plus : <http://www.oscarsante.org/>

Pour l'année 2012, première année de saisie des données par l'ORS, on recense **35 actions en Bourgogne** sur la thématique des conduites addictives.

Actions sur les conduites addictives en Bourgogne

Titre	Porteur de l'action	Nb de pers. Concernées (prévisionnel)
Forum "La santé au quotidien dans la famille"	CCAS d'Avallon	400 habitants
Aide aux personnes touchées par des addictions (dépendants - familles)	Dépendance 21	4 500 personnes
Organisation d'une semaine pour "voir autrement"	Association du centre social du canton de Pouilly en Auxois	198 enfants de maternelles, 420 enfants de primaires, leurs parents
Relais santé jeunes : information et prévention en matière de santé par et pour les jeunes et en partenariat avec tous les acteurs et les élus	Mission locale rurale de l'arrondissement de Beaune	2 014 jeunes
Agir sur les conduites addictives des futurs parents, enfants, adolescents et jeunes adultes	Alcool assistance la croix d'or	
Agir sur les conduites addictives des adultes	Alcool assistance la croix d'or	environ 440 personnes
Prévention des addictions dans le milieu du travail	SEDAP	10 entreprises
La prévention des nouvelles formes d'alcoolisation chez les jeunes	Centre hospitalier La Chartreuse	
Forum Jeunes - Foyer Jeunes	MJC Lucie Aubrac Châtillon/Seine	
Promouvoir la santé des jeunes de seconde de la Maison Familiale Rurale de Baigneux-les-Juifs	Maison Familiale Rurale de Baigneux-les-Juifs	110 jeunes
Participation du Centre Socio-Culturel et de Loisirs (CSCL) à la prévention des addictions sur le territoire châtilonnais	Communauté de communes du Pays Châtillonnais	

Actions de promotion de la santé au sein de la Maison de Prévention et d'Accès aux Soins	GIP-DSU de l'Agglomération de Nevers	287 enfants et familles
Préven's	BAC FM	
Agir sur les conduites addictives des adultes	Alcool assistance la croix d'or	environ 50 personnes
Action "10 jours sans..."	Mouvement Vie Libre Nièvre	
Informations sur les dangers de l'alcool	Mouvement Vie Libre Nièvre	
Accompagnement des malades alcooliques	Mouvement Vie Libre Nièvre	
Prévention sur les risques liés à la consommation excessive d'alcool	Mouvement Vie Libre Nièvre	
Mise en œuvre d'outils de prévention précoce auprès des élèves de classes de CM2 avec les professionnels relais	Mairie d'Autun	environ 60 élèves de CM2 et de 6 ^e
Forum santé jeunes	Mairie d'Autun	
Semaine de prévention des addictions	Mairie d'Autun	
Alcool, drogues, le Grand Chalon s'engage!	Grand Chalon	
Hébergement temporaire : agir sur les comportements à risques et conduites addictives en milieu festif	Grand Chalon	3000 festivaliers
Prévention santé jeunes	MJC de Sens	
Journée Mondiale Sans Tabac	Tab'agir	
Intervention en milieu scolaire	Tab'agir	900 à 1000 élèves
Action de prévention de la consommation de produits psycho actifs par la médiation théâtrale	La Compagnie Masquarades	480 collégiens et jeunes
Concours Tab'agir	Tab'agir	
Prévention par les pairs année 1 Noyers	Tab'agir	
Prévention par les pairs année 2 Tonnerre	Tab'agir	574 élèves
Prévention par les pairs année 3 Avallon	Tab'agir	390 élèves
Soirée thématique	Tab'agir	
Prévention du tabagisme par les pairs pour les femmes en situation de vulnérabilité à Tonnerre	Tab'agir	
Plaquettes "Femmes et Tabac"	Tab'agir	5 000 femmes, jeunes femmes et femmes enceintes
Interventions diverses	Tab'agir	

Source : Oscars 2012

Une enquête ReLION (OFDT, CIRDD) réalisée en 2006 avait identifié 134 structures, qui déclaraient avoir mis en place 1 394 actions de prévention des addictions en région.

Parmi les actions décrites dans l'enquête ReLION, les acteurs qui interviennent le plus souvent en prévention auprès des publics sont ceux des structures associatives spécialisées. Ils sont cités dans 48 % des actions décrites en Bourgogne (31 % au niveau national). Dans un quart des cas, les intervenants appartiennent aux établissements scolaires eux-mêmes et dans près d'un autre quart (23 %), ils relèvent des services chargés du contrôle de l'application de la loi.

Ressources documentaires, guides et outils d'intervention

Ressources documentaires disponibles en région

L'Ireps et l'ORS de Bourgogne disposent d'un fonds documentaire spécialisé en santé publique et en promotion de la santé. Ce fonds documentaire est indexé dans une base bibliographique interrogeable en ligne : @docweb <http://www.adocweb-bourgogne.org>



80

Cette base recense plusieurs milliers de références bibliographiques d'ouvrages, d'articles, de rapports et d'outils d'intervention en santé publique, promotion de la santé et éducation pour la santé disponibles à l'ORS, à l'Ireps et dans ses antennes.

Une quarantaine d'outils d'intervention sur la prévention des addictions sont empruntables (sous conditions) : vidéo, jeu de plateau, exposition, CD-Rom, etc.

Ces derniers sont également recensés dans une 2nde base de données, la pédagogthèque de l'Ireps : <http://www.ireps-bourgogne.org/index.php?page=237>

Les addictions représentent la 2^e thématique faisant l'objet du plus grand nombre de demandes des usagers du service de documentation (303 demandes en 2012)

Guides et outils régionaux d'intervention

Plusieurs guides et outils ont été produits en Bourgogne pour venir en appui au développement de projets dans le champ des addictions.

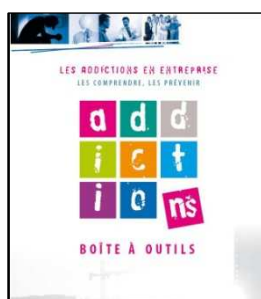
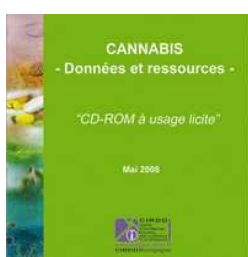
Quatre outils ont été réalisés en Bourgogne pour aider à la mise en place d'actions de prévention :

- Guide « Repères : Une politique de prévention des addictions réussie : quelques repères pour les chefs d'établissement », Rectorat de l'Académie de Dijon, DRASS, CIRDD Bourgogne, 2006
- CD-ROM : « Prévention des conduites addictives en milieu scolaire, accompagnement du guide d'intervention MILDECA/DESCO, Rectorat, CIRDD Bourgogne, Mars 2006

- CD-ROM : « Alcool, données et ressources », un CD ROM à consommer sans modération, CIRDD Bourgogne, Juillet 2007
- CD-ROM : « Cannabis, données et ressources », CIRDD Bourgogne, Mai 2008

Cinq outils élaborés en région ont été validés par la Commission nationale de validation des outils de prévention des usages de substances psycho-actives de la MILDECA :

- Boîte à outils en ligne « Addictions en entreprise », SST BTP 21 http://www.sstbtp21.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=70&Itemid=242
- Animation « Devenir grand autrement : apprendre à dire non au tabac », Mutualité Française Côte-d'Or
- Jeu « Papillagou et les enfants de croque lune », CDPA de Côte-d'Or, CDPA de Saône-et-Loire
- BD et affiche « De Toi à Moi », ADIJ 71, DPJS 71, SDIT - Sauvegarde 71
- CD-Rom « Trivial Prévention Drogues », SEDAP



Un site internet régional : le Pass Santé Jeunes

<http://www.pass-santejeunes.fr/>

Les adolescents et jeunes adultes sont une des 3 priorités du Plan Stratégique Régional de Santé de Bourgogne (PSRS). L'ARS a initié un projet intitulé Pass Santé Jeunes Bourgogne. Outre le développement d'un site internet, ce projet permet de revisiter les stratégies d'intervention efficaces en promotion de la santé des jeunes.

Les addictions sont traitées dans chaque espace du site internet (8-12 ans, 13-15, 16-18 et adultes) sous des formes adaptées à chaque public.



Les contenus ont été élaborés par l'IREPS Bourgogne à partir des documents et sites web édités par l'INPES et d'autres acteurs de la prévention. Le site centralise des informations validées et actualisées, et oriente vers des structures locales pouvant apporter des réponses, des conseils, un soutien ou une prise en charge. On y retrouve des conseils, des documents téléchargeables, des liens vers des sites de référence, des contenus multimédias (vidéos, quizz, jeux) à destination des jeunes mais aussi de leur entourage. L'objectif étant de stimuler l'intérêt des jeunes en multipliant les niveaux de lecture, les médias et les formes d'intervention.